

Ligue  
des **droits de**  
**l'Homme**

FONDÉE EN 1898



## SECTION DE TOULOUSE

2, rue Saint Jean - 31000 Toulouse  
05 62 26 69 19 (répondeur enregistré)

<https://www.facebook.com/LigueDesDroitsDeLHommeToulouse/> <http://ldh-midi-pyrenees.org/les-sections/toulouse/>  
<https://twitter.com/LDHtoulouse> <https://www.instagram.com/ldh.toulouse/>

# RAPPORT D'ACTIVITE 2022



# SOMMAIRE

## Editorial

## Activités 2022

### La vie de la section

Les adhérents de la section

Les réunions de section

La communication

### Le travail des groupes

Prison, privation de liberté

La LDH en résidence : « Avec la parole des élèves :

Ecrits pour la Fraternité

Environnement, écologie, droits

## Dans la cité, avec les partenaires ...

Citoyenneté Quartiers Fraternité Droits (CQFD) pour l'égalité

Etats Généraux des Migrations

Collectif du 20 juin

Collectif Enfance 31

Collectif du 20 juin

L'Observatoire des Pratiques Policières (OPP)

L'observatoire de l'Habitat Indigne (OHI)

Toulouse en Libertés 2022

## Calendrier 2022



## Editorial

### **Nous vivons au rythme d'années invraisemblables.**

Après des années marquées par la crise sanitaire, avec son cortège de lois d'exceptions, nous voilà à la fin d'une année 2022 marquée par un spectre que nous aurions tous préféré laisser dans les oubliettes de l'Histoire : la Guerre sur notre continent. Et si notre réaction collective de soutien du peuple Ukrainien aura permis de se rassurer quelque peu sur nos valeurs communes, elle nous aura également mis devant nos responsabilités : ces réfugiés, nous les avons accueillis en y mettant les moyens, en leur permettant de travailler, en recrutant des traducteurs. Soit exactement ce qu'il faudrait pour tous ceux qui fuient les guerres partout : nous appelons depuis longtemps à enfin accueillir dignement.

Cette actualité internationale a réduit à peau de chagrin des moments démocratiques importants que sont les élections législatives et l'élection présidentielle, alors que nous avons vu ces dernières années à quel point notre système est à bout de souffle. D'ailleurs, les résultats réalisés par l'extrême droite nous obligent : nous devons maintenant prendre conscience que les adversaires des droits et des libertés sont toujours plus nombreux.

### **Alors, dans ces temps toujours plus troubles, comment se mobiliser ?**

D'abord, avec notre action de « LDH en résidence », où nos bénévoles épaulent des jeunes en Service Civique pour parler avec des collégiens sur toutes sortes de thématiques. Qu'est-ce que la Laïcité ? Sommes-nous tous égaux ? Qu'est-ce que le cyberharcèlement ? L'environnement a-t-il des droits ? Cette action, continue depuis des années, contribue à promouvoir les Droits dès le plus jeune âge.

Le changement majeur de cette année est certainement l'adoption en Congrès de la résolution « Environnement, écologie et droits », plaçant ces thématiques au centre de nos préoccupations dans les prochaines années. A Toulouse, nous y prenons notre part avec plusieurs réunions de ce nouveau groupe de travail, et des contacts étroits avec les collectifs qui sont mobilisés. Malheureusement, les alertes sont sérieuses, et nous voyons tous les jours à quel point la société est bien plus avancée dans sa réflexion que les pouvoirs publics. Nous le répétons : l'exercice des droits et des libertés suppose et

nécessite la préservation des écosystèmes, et le respect de la justice environnementale et sociale.

Ces thématiques sont illustrées partout. Par exemple, dans le projet de construction d'une nouvelle prison à Muret, contre lequel nous sommes engagés pour des raisons environnementales, mais également - parce que nous le savons et le disons depuis longtemps - l'avenir n'est pas dans l'enfermement, mais bien dans des solutions d'alternatives à la prison, et dans une déflation des politiques de criminalisation des contestations.

Ici écologistes, là militants pour l'égalité femme-hommes, ou encore pour demander de meilleurs salaires, nous voyons se construire devant nous une réponse générale à tous ceux qui ont le malheur de se mobiliser : la procédure judiciaire, le bâillon. Et là encore, nous nous sommes engagés en soutien à ceux qui ont subi ces procédures pour avoir mis le pied – ou le fauteuil – sur une voie ferrée.

Enfin, nous avons mené un nouvel Observatoire. C'est sur l'Habitat Indigne que notre regard s'est porté, en particulier dans les « hôtels du 115 », dont certains préfèrent encore dormir à la rue plutôt que d'y repasser une nuit. Ce travail, unanimement reconnu pour sa justesse et sa précision par les acteurs du secteur, s'est appuyé sur la collaboration avec des photographes, afin de montrer, avec un autre regard, à quel point notre société peut se montrer inhumaine.

Cette liste n'est bien sûr pas exhaustive, puisqu'il faudrait encore bien des lignes pour décrire nos réunions avec d'autres partenaires, les observatoires des pratiques policières primés pour leurs actions, et bien sûr Toulouse en Libertés, notre événement annuel...

**Nous vivons au rythme d'années invraisemblables ... et nul doute que l'année prochaine le sera également à encore bien des égards. Alors mobilisons-nous, soyons nombreux. Retrouvons-nous, échangeons entre nous et avec les autres, faisons entendre nos voix et nos idées, bref faisons société !**

Pour le bureau de la section de Toulouse :

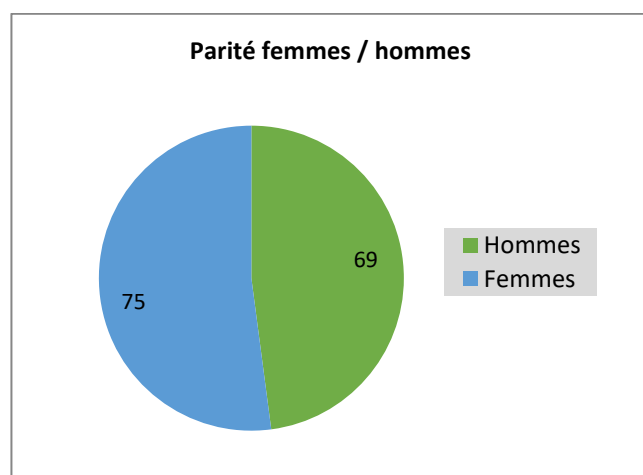
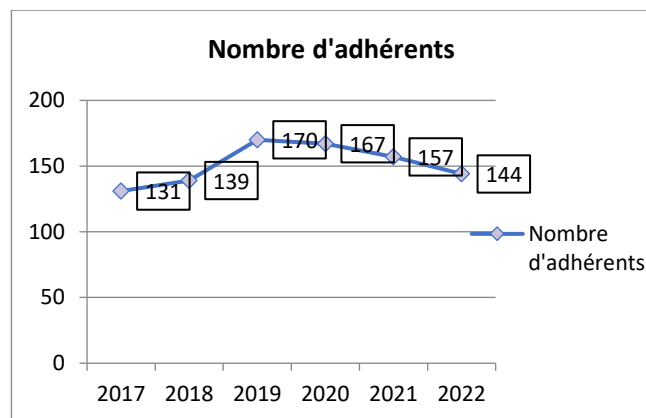
Pierre Bernat  
Co-président

Caroline Mourgues  
Co-présidente

# ACTIVITES 2022

## La vie de la section

### Les adhérents de la section



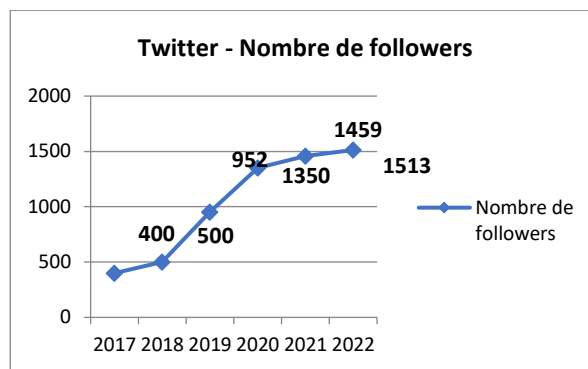
2022			
Départs	Renouvellements des membres adhérents depuis + de 2 ans	Renouvellement des nouveaux adhérents 2021	Nouveaux adhérents
30 (dont 3 transferts vers autre section)	115	12	17 (dont 3 transferts en provenance d'autres sections)

## Les réunions de section et les réunions publiques

- **Mercredi 16 février 2022** : « *Où en sommes-nous des libertés associatives ?* » avec Benjamin Sourice (Vox Public et Observatoire des libertés associatives)  
*Libertés associatives, de quoi s'agit-il ? Le contrat républicain, la loi « séparatisme » et l'utilisation de la lutte contre l'islamisme comme révélatrice d'une offensive grandissante contre ces libertés, visant particulièrement les associations musulmanes. Quelles formes d'action et de soutien ? Les échanges s'appuieront notamment sur le dernier rapport de l'observatoire « Une nouvelle chasse aux sorcières »*  
<https://www.lacoalition.fr/Une-nouvelle-chasse-aux-sorcières-contre-les-associations-l-enquete-de-l>
- **Mercredi 23 mars 2022** : "L'action non violente et de désobéissance civile reste-t-elle la seule manière d'être entendu.e ?" Les formes d'expression citoyenne et démocratique étant de moins en moins entendues ou prises en compte par les gouvernants, ne reste-t-il que l'action non violente pour s'opposer à des projets ou mesures portant atteintes aux droits humains, à l'environnement... avec les faucheurs volontaires, Extinction Rebellion et Me Marie Christine Etelin
- **Mercredi 20 avril 2022** : Renouvellement des membres du Comité Central en vue du congrès du 4 à 6 juin 2022 et échanges sur les perspectives et possibilités d'action après l'élection présidentielle
- **Mercredi 18 mai 2022** : Congrès LDH, les rapports et la Résolution environnement : présentation et échanges.
- **Samedi 11 juin 2022** : Toulouse En Libertés
- **Mercredi 6 juillet 2022** : Auberge espagnole de la section à la prairie des Filtres
- **Mercredi 5 octobre 2022** : Organisation de Toulouse en Libertés 2023, perspective 2022/2023. Tour d'horizon sur la situation toulousaine (notamment question des Mineurs Isolés Etrangers).
- **Mercredi 16 novembre 2022** : "Big data, Big Brother ?" Le data, c'est quoi ? Mais que

deviennent nos données numériques ? Que sait-on de nous et que laissons-nous savoir via réseaux sociaux et pratiques des GAFA ? Droits, libertés, démocratie ... quels impacts ? quelles évolutions ? quel contrôle des citoyennes et des citoyens ? Avec Philippe Markowski, membre du groupe de travail de la LDH « Libertés et technologies de l'information et de la communication »

- **Mercredi 7 décembre 2022** : Assemblée Générale de la section LDH Toulouse



## La communication

### La communication interne

Les événements initiés ou soutenus par la LDH Toulouse font l'objet d'une communication par mails aux adhérents, mais aussi aux sympathisants et aux organisations partenaires. Les informations peuvent être regroupées et prendre la forme d'une newsletter. Il existe par ailleurs une newsletter plus spécifique sur les interventions scolaires. Elle est envoyée aux adhérents et aux établissements scolaires.

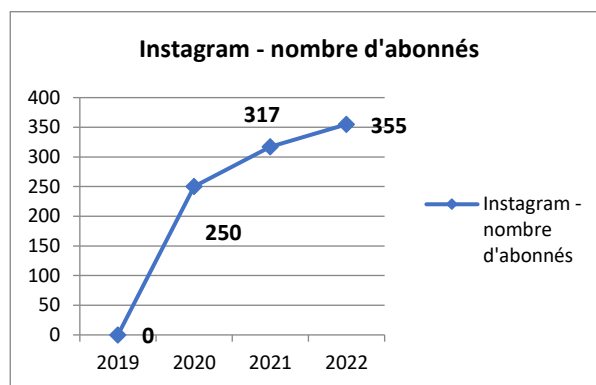
### Les réseaux sociaux

La communication de la section se décline sur les trois réseaux sociaux : Facebook, Twitter et Instagram.

Les messages postés peuvent prendre différentes formes, adaptées à chacun des réseaux. Chaque réseau a son public et des avantages qui lui sont propres.

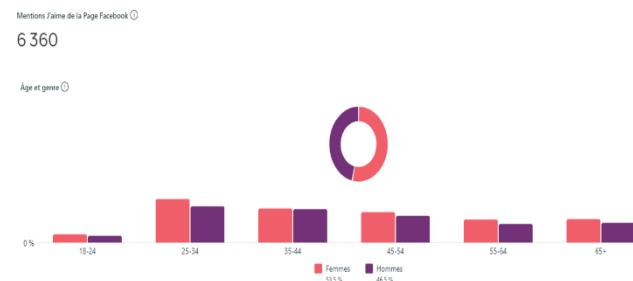
Là où Facebook permet l'organisation (et la co-organisation) d'événements et la mise en ligne de contenus longs, complets et de formes diverses. Twitter touche davantage une population qui recherche une information synthétique et qui peut être rapidement répercutée.

**Le compte Instagram LDH Toulouse a été créé début juin 2019**



### La page Facebook

### Le compte Twitter





# Le travail des groupes

## Prisons, privation de liberté

Créé en 2006, le groupe Prison mène une réflexion sur le rôle de la prison dans nos sociétés, dénonce les conditions carcérales, interroge les pratiques des acteurs qui travaillent dans et autour de la prison et s'appuie sur les expériences des personnes détenues afin que les droits et les libertés soient respectés.

### Les rencontres et les actions sur l'année 2022

#### Au plan national

Une participation aux réunions nationales à distance mises en place par le groupe de travail Prison-Lieux de privation de liberté s'est poursuivie à raison d'une fois par mois. Elles permettent aux différents ligues et ligueurs de s'informer, d'échanger, de mutualiser les moyens et de construire conjointement les travaux et les actions qui pourront être portés par la Ligue sur tout le territoire.

Ainsi, les militantes et militants de la section ont pu participer à la conception des propositions à destination des candidats dans le cadre des élections présidentielles et législatives, suivre les modalités du droit de vote des détenu-es mis en place dans le cadre de l'élection présidentielle (Participation de la Ligue au dépouillement des votes), relayer la campagne « *Pour l'accès à internet en prison* »

<https://internet-en-prison.fr>

#### Au plan local

Les militantes et militants du groupe Prison ont poursuivi leur mobilisation contre le projet d'un 3ème établissement pénitentiaire à Muret, mobilisation initiée dès 2019.

L'année 2022 a été marquée par de nombreuses actions. L'objectif consistait à les diversifier afin de répondre aux enjeux présents autour de ce projet : les politiques pénale et pénitentiaire du gouvernement et la réponse donnée à la surpopulation carcérale, mais aussi la protection de l'environnement et le déficit démocratique des procédures mises en place dans le cadre de ce projet.

- **Un rassemblement citoyen** devant la sous-préfecture de Muret à l'appel d'un collectif regroupant des citoyens et des citoyennes, des associations de défense des droits et des libertés, de l'environnement et du monde agricole.
- **Des réunions publiques** ont été organisées afin de promouvoir d'autres solutions que l'augmentation du nombre de cellules et s'orienter vers la mise en place d'une véritable politique de réduction à l'instar de nos voisins

européens qui enregistrent une déflation carcérale.

- **Dans le cadre de Toulouse En Libertés**, avec Gabriel Mouesca, ancien président de l'OIP, directeur et fondateur de la ferme Emmaüs Baudonne à Tarnos (40 - structure d'accueil et d'insertion de personnes en aménagement de peine), et suite au rapport Emmaüs France et Secours Catholique « *Au dernier barreau de l'échelle sociale : la prison* ».

<https://www.fermeemmausbaudonne.fr/>

<https://emmaus-france.org/au-dernier-barreau-de-lechelle-sociale-la-prison/>

- **En partenariat avec l'UPT, Université Populaire de Toulouse, et le SAF31, Syndicat des avocats de France et Copernic 31** avec Arnaud Philippe, enseignant



chercheur à l'université de Bristol, suite à son ouvrage « La fabrique des jugements » qui, à travers une analyse des données du casier judiciaire national, nous offre une réflexion sur le fonctionnement de notre système judiciaire et remet en cause les politiques sécuritaires.

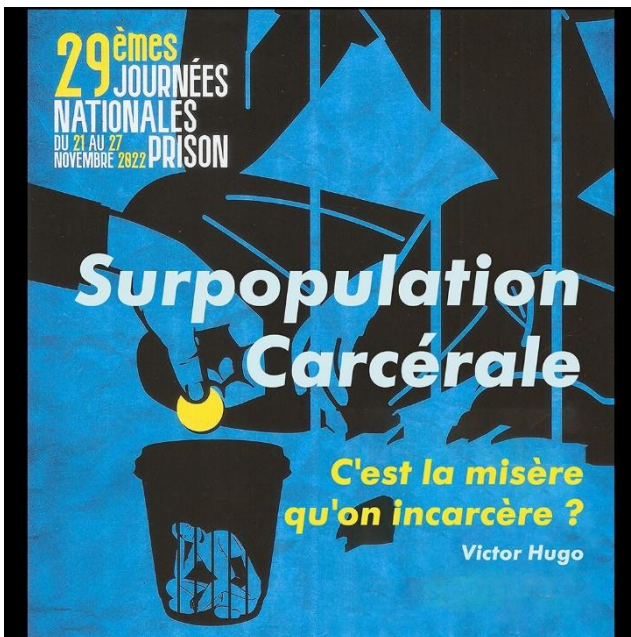
- **Participation à une réunion publique** qui s'est tenue à Muret dans le cadre de la PPVE, participation du public par voir électronique, pour la demande de dérogation à la stricte protection des espèces dans le cadre du projet de la prison.

La LDH Toulouse a déposé une contribution remettant en cause le fondement même de cette procédure car ce projet ne répond pas à une raison impérieuse d'intérêt d'utilité publique majeure de nature à justifier qu'une atteinte soit portée au principe de protection stricte des espèces protégées



Il convient également de noter que l'interpellation et la mobilisation citoyenne présente contre ce projet s'inscrit en réaction à un déficit démocratique, à l'absence de véritable concertation ni avec la société civile, ni avec les élu-es, ni avec les professionnels, négligeant ainsi la richesse des débats que les sujets abordés auraient pu susciter.

Cette année, la LDH Toulouse a rejoint le Groupe Local de Concertation Prison en charge de l'organisation des JNP, Journées Nationales Prison et a ainsi participé à la réunion publique et au ciné-débat organisés dans ce cadre.



## Calendrier 2022

### Janvier 2022

- Actions de tractage à Muret
- Rassemblement citoyen devant la sous-préfecture de Muret « La 3ème Prison à Muret, c'est NON »
- Emission radio « Bruits de Tôles »

### Février 2022

- Visite du site d'implantation du projet de construction de la prison

### Avril 2022

- Action Expression libre avec UMDR, Un Mur Dans le Réel, à Muret

### Mai 2022

- Rencontre avec le Groupe Local de Concertation Prison

### Juin 2022

- Toulouse En Libertés, Table ronde avec Gabriel Mouesca, directeur et fondateur d'Emmaüs Baudonne, structure d'accueil et d'insertion de personnes en aménagement de peine.

### Août 2022

- Rencontre avec le Maire de Muret

### Septembre 2022

- Rencontre avec le Député de la circonscription de Muret
- Réunion publique LDH, UPT, SAF « La fabrique des jugements » avec Arnaud Philippe
- Participation au Collectif de luttes locales contre les projets nuisibles et inutiles

### Octobre 2022

- Participation à la réunion publique à Muret, PPVE demande de dérogation à la stricte protection des espèces et dépôt de la contribution LDH Toulouse
- Courrier au Tribunal Judiciaire de Toulouse pour la régulation carcérale
- Participation à la journée d'études sur la surpopulation carcérale à la Manufacture des Tabacs
- Rencontre avec le Président du Conseil Départemental Haute Garonne

### Novembre 2022

- Journées Nationales Prison, réunion publique « Surpopulation carcérale : quelles solutions ? » et ciné-débat film « Des Hommes » à l'Utopia à Tournefeuille
- Réunion publique contre le projet de la prison à Muret

## Perspectives 2023

La mobilisation contre la 3ème prison à Muret se poursuit, de nombreuses actions en perspective pour répondre aux enjeux présents qui sont à la fois démocratiques, sociaux et environnementaux.

## LA LDH EN ACTION AUPRES DES ENFANTS ET DES JEUNES

La LDH se donne pour mission de sensibiliser les jeunes à toutes les formes d'inégalités, de racismes, de discriminations et d'atteintes aux droits afin de susciter et de promouvoir leur engagement pour la défense des droits fondamentaux. Dans le département de Haute-Garonne, les militantes et militants de la LDH des sections de Toulouse et de Colomiers interviennent auprès des enfants et des jeunes dans le cadre de deux projets : LDH en résidence et le concours des Ecrits pour la fraternité

- Les réseaux sociaux ainsi que les questions de protection de la vie privée et des données, le cyber-harcèlement, l'accès à l'information, les fake news...
- Discuter et échanger pour prévenir la violence
- Discriminations et vivre-ensemble



Intervention au collège Germaine Tillon, Aussonne, janvier 2022.  
© Pascal Fayeton



Afin de pouvoir mieux communiquer autour de ce projet, la LDH utilise le **blog « LDH en résidence »**. Vous pourrez y retrouver l'ensemble des actualités liées à ce projet, des témoignages et des articles de fond : [ldh31-enresidence.over-blog.com](http://ldh31-enresidence.over-blog.com)

### LDH EN RESIDENCE « Avec la parole des élèves »

Depuis 2014, les bénévoles de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) interviennent dans les établissements scolaires de Toulouse et de Haute-Garonne dans le cadre du dispositif *LDH en résidence*.

L'objectif de ce projet est de **donner la parole aux élèves** sur des sujets comme la laïcité, l'égalité, la liberté... Il s'agit de leur permettre d'exprimer et de construire ensemble ce qui, pour eux, fait notre société. La LDH souhaite les amener à débattre, à échanger, à s'écouter, à accepter les différences.

En s'éloignant du format scolaire habituel, les élèves peuvent parler librement, débattre, témoigner, questionner et découvrir des avis et arguments divergents, sans crainte d'être jugés.

Sur l'année scolaire 2021-2022, les bénévoles de la LDH ont rencontré plus de **1 600 élèves**, au sein de **54 classes** dans **9 établissements scolaires du CM1/2 à la 3<sup>ème</sup>**.

Les thèmes sur lesquels porte l'intervention sont choisis en accord avec l'enseignant et adaptés au niveau de la classe concernée. Les 4 thèmes les plus sollicités par les équipes éducatives sont :

- L'égalité filles / garçons

### CONCOURS DES ECRITS POUR LA FRATERNITE

Depuis 1991, la LDH organise le concours des « Ecrits pour la fraternité », qui propose aux enfants et aux jeunes de s'exprimer librement sur un thème d'actualité lié aux droits de l'Homme.



Pour la 30<sup>ème</sup> édition du concours, c'est sur le thème d'un monde nouveau, respectueux des droits, des libertés, de l'égalité et de la solidarité que la LDH a proposé aux jeunes de s'exprimer, à partir d'une citation de Victor Hugo : « Rien n'est tel que le rêve, pour engendrer l'avenir ».



Les enfants et les jeunes ont été particulièrement inspirés par ce sujet et ils ont fait preuve d'une grande créativité.

Les élèves de CM2 de l'école des Trois-Chênes à la Salvetat-Saint-Gilles et les élèves de l'IME Les Troènes à Toulouse ont été récompensés durant la remise des prix nationale, qui s'est tenue à Paris le 18 juin 2022. En Parallèle, deux cérémonies ont eu lieu au niveau local afin de récompenser l'ensemble des participants : le 28 juin au cinéma de la Salvetat-Saint-Gilles avec une projection de l'ensemble des œuvres et suivi par un goûter et le 30 juin à l'IME Les Troènes.



Le film "Don't Look Up" dresse un parallèle glaçant avec le dérèglement climatique. Comme dans le film, au lieu de regarder la vérité en face, les dirigeants politiques et les multinationales détournent délibérément le regard voire sabotent tout espoir d'un avenir juste et soutenable.

À deux mois de l'élection présidentielle, l'urgence climatique et sociale est passée sous silence par les candidat-e-s et les médias.

À Toulouse, le rapport intermédiaire d'évaluation du Plan Climat-Air-Énergie Territorial révèle que la trajectoire actuelle conduirait à une baisse des émissions de gaz à effet de serre en 2030 de -9% au lieu de l'objectif européen de -55%.

LOOK UP ! LEVONS LES YEUX !

Samedi 12 mars, rejoignons les marches "Look up" :  
pour le climat, la justice sociale et la paix !

Nous finirons la marche par un moment convivial :)

Toulouse 14h



## Environnement, écologie et droits

Le 10 octobre 2020, la section de Toulouse avait accueilli une journée de formation régionale « *Ecologie, Justice et Droits fondamentaux* ». Le choix d'organiser à Toulouse cette formation marquait l'envie de membres de la section de se mobiliser sur ce champ. On peut considérer que l'année 2022 concrétise cette envie par de premières initiatives et des soutiens à des luttes écologiques.

### Engagement national de la LDH et de la section de Toulouse

Le 11 janvier 2022, une première réunion constitutive d'un groupe « droits et environnement » au sein de la section de Toulouse réunit une dizaine de personnes. Deux idées majeures sont retenues :

- **Agir contre la criminalisation et la répression** des militants écologiques.
- **Dénoncer le déficit démocratique** dans les décisions concernant les projets à fort impact environnemental.

Dans un premier temps, il est décidé de rencontrer les associations écologiques militantes pour recueillir leurs attentes et nous aider à déterminer notre rôle contributif aux luttes écologiques locales.

Le 23 mars 2022, la réunion de section mensuelle se déroule sur le thème « *L'action non violente et de désobéissance civile reste-t-elle la seule manière d'être entendu.e ?* ».

Deux mouvements qui recourent à ces modes d'action sont venir expliquer les raisons de leur choix (*Les faucheurs volontaires* et *Extinction Rebellion*). Marie Christine Etelin, avocate qui a défendu des faucheurs volontaires nous a présenté comment la justice appréhendait ce type d'action non violente et si les motifs à agir pour cause d'urgence climatique étaient entendus.

Lors de son 91<sup>e</sup> congrès organisé à Marseille les 4, 5 et 6 juin 2022, la LDH a adopté à une très large unanimité une **résolution** intitulée « *Environnement, écologie et droits* »

(<https://www.ldh-france.org/resolution-environnement-ecologie-et-droits/>).

**Premiers soutiens à des mobilisations locales contre des projets nuisibles et imposés :**

- Soutien à la mobilisation du quartier des Pradettes contre le projet de la mairie de Toulouse de bétonisation d'un îlot de fraîcheur sur la zone la plus densifiée du quartier.
- Participation au collectif de soutien à l'assemblée d'habitants de la Reynerie qui lutte contre la destruction d'immeubles d'habitat social dont la rénovation serait plus sociale, écologique et économique.
- Participation en octobre à la marche contre le projet d'autoroute Toulouse-Castres organisée par le Collectif la Voie est libre.
- Intervention lors de la concertation biaisée organisée pour décider de l'avenir de l'incinérateur du Mirail.

La section est partie prenante de la dynamique de coordination des luttes initiée par les Amis de la Terre

et Alternatiba contre ces projets nuisibles et qui réunit plus d'une vingtaine de collectifs.



#### **Sivens, 29 octobre 2022**

Commémoration de la mort de Rémi Fraise il y a 8 ans. La section LDH de Toulouse était présente et a rappelé les conclusions de la commission d'enquête citoyenne qu'elle avait conduite pour comprendre les circonstances de ce drame : un déficit démocratique flagrant du processus de décision du projet de barrage à Sivens et une utilisation disproportionnée et brutale des moyens déployés par les forces de gendarmerie aux ordres d'un gouvernement qui avait choisi d'écraser la mobilisation.

<https://www.ldh-france.org/rapport-commission-denquete.../>

Dans toutes ces mobilisations, comme il est écrit dans la résolution adoptée au Congrès de la LDH 2022 à Marseille :

*« Les droits sont également affectés par l'opacité ou par les manipulations touchant l'information sur les enjeux environnementaux, par l'absence de canaux de participation démocratique aux décisions publiques en la matière, par l'insuffisance des procédures de consultation lorsqu'elles existent et par la conception loin des populations de projets ayant des conséquences environnementales par les acteurs privés, les Etats ou les collectivités décisionnaires. »*

## Dans la cite, le travail avec les partenaires ...

### Citoyenneté Quartiers Fraternité Droits (CQFD) pour l'égalité



Suite aux deux dernières années marquées par un ralentissement important lié à la pandémie et ses suites, le groupe de travail CQFD toulousain a repris progressivement ses activités en direction de la question des droits des habitants des quartiers populaires toulousains. Diverses initiatives ont pu être mises en œuvre.

Suite à une rencontre entre la LDH et l'ASEM (Association SocioEducatrice Mirail, plus connue sous le vocable Club de Prévention), il a été proposé l'idée d'organiser une formation à destination des équipes de l'ASEM sur la question de la lutte contre les discriminations et l'accès aux droits. Les objectifs de cette formation-action sont multiples :

- Donner des repères théoriques socio-historiques sur la question des principes fondamentaux du droit et des politiques publiques ;
- Explorer les éléments juridiques concernant les processus de discrimination et d'atteintes aux principes d'égalité dans l'accès aux droits et aux libertés ;
- Inscrire ces éléments dans les enjeux et les stratégies liées au travail social et à l'intervention de prévention ;
- Réfléchir à des éléments de diagnostics et d'analyse des situations de discrimination et de difficultés d'accès aux droits sur le quartier du Mirail à partir des réalités vécues par les professionnels et l'équipe ;
- Elaborer un projet d'intervention intégrant ces éléments d'analyse et visant à sensibiliser les habitantes et les habitants à ces questions.

Une partie de la formation se tiendra courant 2023.

Le 28 juin 2022, la LDH est intervenue lors du vernissage des affiches « lutte contre les discriminations » dans la salle du conseil municipal de la mairie de Ramonville Saint-Agne, afin d'apporter un regard historique sur la lutte contre les discriminations et les enjeux d'une telle lutte, notamment au niveau local.

Le lendemain, les militants de la LDH ont animé un ciné-débat sur le même thème, au cinéma « l'Autan » de Ramonville Saint-Agne. Des perspectives de continuité d'un travail avec cette municipalité en direction des quartiers populaires sont envisagées et reste à définir.

Le 22 octobre, la LDH a pris la parole lors du rassemblement d'habitants du Mirail, en soutien à la demande de moratoire sur les destructions contre la volonté des habitants de 1421 logements HLM dits « Immeubles Candilis » dans les quartiers de Reynerie et Bellefontaine.

Le groupe de travail CQFD a également participé à plusieurs réunions-débats et formations organisées au niveau national, portant sur l'accès aux droits dans les quartiers populaires. Ainsi, le 16 mai 2022, plusieurs militants ont suivi la formation « Politiques urbaines : logiques et acteurs » animée par Marie-Christine Jaillet - géographe - chercheuse spécialiste de la ville - vice-présidente (recherche) de l'université Toulouse-Jean Jaurès.

## Etats Généraux des Migrations



Rappel : le Collectif EGMToulouse est composé de près de 40 associations, syndicat et collectifs (les partis ne sont pas invités).

Les EGM Toulouse et Haute Garonne sont soutenus par : ACAT 31, Act-ups31, Amnesty International, ATD quart monde Occitanie, la Case de Santé, la Cimade, le Cercle des Voisins de Cornebarrieu, Collectif étrangers malade 31, Collectif Cugnaux Sans papier, Collectif sans papiers Tournefeuille, la Confédération des familles31, le D.A.L. 31, la CGT31, le DAL 31, Emmaüs31, la F.S.U. 31, la LDH 31, Médecins du

Monde, le Mouvement pour la Paix31, RESF31, le RETSER, le Secours Catholique, CCFD-Terre Solidaire31, Le Syndicat des avocats de France, Grisélidis, Fondation Copernic, Université Populaire de Toulouse, le CRAN, SOS MEDITERRANEE, ATTAC, TO7, MRAP 31, les Petits Frères des Pauvres, TEC31, Saveur d'exil

Outre des réunions régulières, les EGM31 diffuse des informations locales et nationales sur tout ce qui concerne les migrant.e.s, les migrations, l'exil... à plus de 450 personnes.

Pour recevoir ces informations, être au courant des réunions et initiatives des EGM31 : un mail : [egmtoulouse@gmail.com](mailto:egmtoulouse@gmail.com)



#### Liens utiles

Le SITE : <https://www.egm31.org/site/>

(Abonnez-vous à la liste de diffusion en envoyant un mail pour recevoir les informations locales et nationales)

#### Nos rapports sur l'accueil des étranger-e-s à Toulouse

• 2017: « Les principes républicains bafoués par la préfecture de Toulouse, Une maltraitance institutionnalisée, Rapport de l'Observatoire de l'accueil des étranger-e-s à la préfecture de Toulouse, Toulouse, Université Toulouse Jean-Jaurès (Le Mirail), Ligue des droits de l'Homme, Lisst-Cers (Cnrs). <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01495488>

• 2019 : hal-02377141, v1 Daniel Welzer-Lang, Monique Langevine. **Violation des droits et maltraitance : Rapport de l'OFII de Toulouse.** [Rapport de recherche] Lisst-cers Cnrs, Ligue des droits de l'Homme,; Etats Généraux des Migrations. 2019. (hal-02377141) 2019-11-23

Le rapport : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02377141>

Le film : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02377636v1>

## Collectif Enfance 31



<https://www.facebook.com/CollectifEnfance31/>

Le collectif Enfance 31 s'est constitué en mars 2015 pour alerter les pouvoirs publics sur la situation catastrophique de la prévention et de la protection de l'enfance sur le département : saturation des dispositifs, attente toujours plus longue pour des prises en charge sociales ou judiciaires, accueil inadapté aux besoins, manque de places dans les services sanitaires ou médicosociaux.

Faute d'obtenir de la part des pouvoirs publics l'organisation d'états généraux de la protection de l'enfance pour trouver ensemble des solutions, le collectif a décidé d'organiser lui-même des forums. Après un temps d'échanges et de témoignages sur le parcours d'obstacles qu'est la protection de l'enfance en 2018, une réflexion sur la non effectivité des droits pour le 30<sup>ème</sup> anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant en 2019, un webinaire d'échanges d'expériences avec d'autres collectifs en lutte pour la protection de l'enfance et une conférence-débat sur le code de la justice des mineurs et le projet de loi réformant la protection de l'enfance en 2021, le collectif s'est mobilisé en 2022 autour de l'organisation d'un prochain forum sur la question de l'inclusion.

Le collectif a par ailleurs rencontré pour la deuxième fois les responsables de l'Agence Régionale de Santé pour faire le point sur les évolutions et les difficultés persistantes dans l'accompagnement des enfants sur les secteurs sanitaire et médicosocial.

Le collectif se compose de personnels syndiqués et non syndiqués du travail social, de l'éducation et de la protection de l'enfance, ainsi que la Ligue des droits de l'Homme.



## Réseau Education Sans Frontières 31



[Page Facebook RESF31](https://www.facebook.com/RESF31)  
<https://twitter.com/Resf31>

Le Réseau Education Sans Frontières est constitué de collectifs d'écoles, de citoyens, de syndicats et d'associations, dont la Ligue des droits de l'Homme, qui s'opposent aux expulsions de familles d'enfants scolarisés et défendent le droit de ces enfants à grandir et étudier en France.

La campagne **#DeconfinonsLeursDroits !**, initiée en 2020, s'est poursuivie encore cette année.

Des petits déjeuners et rassemblements ont été organisés à l'initiative de collectifs d'établissements scolaires où des enfants de familles sans-papiers étaient scolarisés.

Un ciné-bistrot a été organisé à l'Utopia Tournefeuille en mars pour aborder la question des Mineurs Non Accompagnés autour du film « La brigade ». L'occasion d'exposer les photographies de Ben Art Core.



Utopia – Mars 2022

Des rassemblements ont été appelés devant la Préfecture le 16 février et le 9 mars pour porter collectivement des pétitions pour la régularisation de familles sans-papiers.

Enfin, le Réseau Education Sans Frontières a été à l'initiative le 9 octobre d'une journée de rencontre conviviale et d'échanges militants, « Resf fait sa rentrée », avec deux tables rondes :

- « Migrer en Europe » avec comme intervenante Marie-Christine Vergiat, vice-présidente de la LDH, ancienne députée européenne,
- « Loi immigration, à quoi s'attendre ? » avec Julien Brel, représentant du Syndicat des Avocats de France.



Resf fait sa rentrée – Bazacle – 9 octobre 2022

## Collectif du 20 juin



<https://www.facebook.com/Collectif20JuinTlse/>  
<https://twitter.com/Collectif20juin>



Le collectif du 20 juin s'est créé en 2018 autour de la Journée Mondiale des Réfugié-e-s, pour promouvoir dans le cadre d'un événement festif l'accueil digne de toute personne venue d'ailleurs.

Il a organisé en 2022 sa 6<sup>ème</sup> édition, avec toujours une déambulation dans les rues de Toulouse le 20 juin et un après-midi sur le thème « Accueil des réfugiés, un autre regard » le 22 juin au musée des Abattoirs.

## L'OPP (Observatoire des Pratiques Policières)



OBSERVATOIRE DES PRATIQUES POLICIERES – OPP

<https://www.facebook.com/ObservatoirePratiquesPoliciers31>

L'Observatoire des Pratiques Policières a été créé il y'a 5 ans par la LDH et la Fondation Copernic, rejoints ensuite par le SAF (Syndicat des Avocats de France). Les observateur-e-s sont reconnaissables par leurs chasubles jaune et bleu et déclarent systématiquement leur présence aux autorités préfectorales.



Crédit OPP

L'OPP est en lien avec les autres Observatoires qui observent Police et Gendarmerie au niveau national ; qu'ils se nomment Observatoire des pratiques policières, Observatoire des libertés publiques ou autres ... qui se multiplient sur le territoire national.

Comme les années précédentes, les membres de l'OPP ont suivi et observés les principales manifestations organisées dans l'espace public toulousain.

Les observatoires de pratiques policières se sont vu décerner un prix dans le cadre de la Civic Pride Award.



Ces Observatoires jouent un rôle fondamental dans la défense de la liberté de réunion, en documentant et dénonçant les pratiques policières et les politiques menées.

Traduction du texte de récompense

Cette récompense de CIVIC PRIDE (Fierté civique) apporte un soutien à ceux qui ont gagné la reconnaissance du rôle joué par les observateurs des droits humains, les journalistes, et la dénonciation de certaines pratiques violentes de la police dans les contextes de manifestations (incluant la pratique de la « nasse »).

**Pour consulter et télécharger les rapports de l'OPP :**

<https://ldh-midi-pyrenees.org/2019/04/rapport-de-observatoire-des-pratiques-policiers-de-toulouse-lien-de-telechargement/>

<https://www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2021/04/rapport-toulouse-4-ans-dobservations-final-comprese.pdf>



# L'Observatoire de l'Habitat Indigne (OHI)

## RAPPORT DE L'OBSERVATOIRE DE L'HABITAT INDIGNE

L'hébergement en hôtel par le 115 à Toulouse un cas d'indignité ?



Sous la direction scientifique de Daniel Welzer-Lang & Emilie Fernandez Montoya



Un rapport écrit téléchargeable ici :

[http://ldh-midi-pyrenees.org/2022/10/rapport-ohi-lebergement-en-hotel-par-le-115-a-toulouse-un-cas-dindignite/?fbclid=IwAR1USieb1\\_ZJq4jjhT-OemqXiLx--](http://ldh-midi-pyrenees.org/2022/10/rapport-ohi-lebergement-en-hotel-par-le-115-a-toulouse-un-cas-dindignite/?fbclid=IwAR1USieb1_ZJq4jjhT-OemqXiLx--)

Tout commence par cette alerte, comme pour les autres observatoires<sup>1</sup>. Ici, c'est une responsable du Cercle des voisins (qui intervient dans le centre de rétention administrative de Cornebarrieu) qui s'est adressée en mai 2021 à nous, chercheur.e.s, et aux États Généraux des Migrations 31, pour nous demander de mettre en place un nouvel observatoire, suite à un article du photojournaliste Ben Art Core dans *Médiapart*<sup>2</sup> : « Je pense qu'il serait bien de mettre à l'ordre du jour les hébergements hôteliers proposés par le 115. Il serait sans doute intéressant de mener une enquête sur les questions d'hébergement en général, mais dénoncer ces hôtels sales, infestés de punaises et de cafards me paraît urgent dans un premier temps. Tous les hôtels ne sont pas indignes, mais

<sup>1</sup> C'est une pratique toulousaine engagée depuis une dizaine d'années autour de la LDH : des associatifs et des chercheur.e.s collaborent, avec une méthode scientifique, pour faire l'état des lieux et dénoncer un certain nombre de

*répertorier ceux qui le sont, et dont les gérants deviennent des marchands de sommeil me semble urgent... »*

Après s'être concertés, les États Généraux des Migrations 31, le Cercle des Voisins et la Ligue des droits de l'Homme, adossé.e.s aux chercheur.e.s de l'Université Jean-Jaurès (Daniel Welzer-Lang, Frédéric Rodriguez, Emilie Fernandez) et à un collectif d'une vingtaine de personnes, ont décidé de créer l'Observatoire de l'Habitat Indigne le 21 septembre 2021.

Une exposition photographique et un rapport scientifique sont deux faces des résultats de ce travail collectif. Nous avons donné à voir, sans compromis, les manières d'habiter l'hébergement d'urgence à Toulouse.

Qui sont les personnes hébergées, migrant.e.s et exilé.e.s pour la plupart ? Comment vit-on durant des mois, voire des années, seul.e ou en famille, dans une chambre conçue exclusivement pour se reposer et saturée d'objets nécessaires du quotidien ? Où sont les limites de la dignité humaine ? Qu'en est-il des punaises de lit et autres cafards, des droits fondamentaux à la santé pour les adultes comme pour les enfants, de la liberté de circuler et tout simplement de vivre ? Quelles sont les politiques actuelles sur le logement d'urgence et leurs effets sur les personnes concernées ? En quoi le travail social est menacé par l'émergence d'un tiers secteur d'hébergement lucratif ? Telles sont quelques unes des questions qui ont été posées dans ce travail collectif :

Le rapport se termine par ces préconisations.

Bien sûr, un ensemble de mesures à prendre pour éviter le non-droit en œuvre dans la plupart des hôtels (droits à l'alimentation, droits de circuler, droits à la santé, droits des enfants...) sont liées aux politiques nationales. Mais pas que, le rapport affirme et montre, qu'une autre politique locale est possible. Comme, par exemple, imposer un cahier des charges aux hôtels privés qui accueillent les personnes mises à l'abri par le 115.

### Le respect des droits dans les hôtels d'urgence : préconisations

Quel que soit l'avenir de ce secteur hôtelier, les non-respects des droits humains dans ces hébergements est problématique. Sans même attendre la résolution de la crise que traversent actuellement ces hôtels, il y a urgence pour la puissance publique à faire respecter les droits humains des personnes hébergées.

discriminations qui concernent migrant.e.s, étranger.e.s, réfugié.e.s ou autres.

<sup>2</sup> <https://blogs.mediapart.fr/1115730/blog/080621/baghdad-hotel-ou-la-scolarité-sacrifiée>

La convention qui lie ces hôtels aux financeurs est minimale. Elle laisse l'entière latitude aux hôtelier.e.s d'adapter, ou non, les hébergements aux personnes accueillies, de tenir compte de leurs spécificités et du temps d'hébergement, qui pour une part significative des personnes est long. Elle laisse aussi les gens dépendants du bon vouloir et du pouvoir de tel.le ou tel.le hôtelier.e. **La population envoyée par le 115 dans les hôtels devient ainsi otage du rapport de force entre administration et hôtelier.e.s.**

**À l'Observatoire de l'Habitat Indigne, les associations pensent que la remise du présent rapport piloté par des chercheur.e.s universitaires est une chance pour ouvrir une concertation entre les parties concernées.**

Les associations réaffirment l'exigence d'un fort changement dans la politique de l'Etat relative au logement, afin que l'hébergement d'urgence reste réellement de l'ordre de l'urgence, donc pour un temps court : création de structures intermédiaires type CHRS, création de logements sociaux, incitation / coercition auprès des propriétaires privés de logements vacants et/ou dégradés...

Elles affirment aussi l'exigence que les personnes exilées disposent d'un titre de séjour, puisqu'aujourd'hui ce document est obligatoire pour accéder (notamment) au logement social, donc sortir de la rue, des hôtels, des squats...

**Quant à l'hébergement d'urgence dans les hôtels lui-même, cette concertation devrait prendre en compte :**

- La révision des procédures d'affectation en hôtels et de changement d'hôtel. Il n'est pas acceptable que des familles subissent la brutalité et l'arbitraire des procédures actuelles. Ceci nécessite sans doute l'amélioration des conditions de travail des professionnel.le.s concerné.e.s.
- La prise en compte, dans l'affectation, des paramètres familiaux (travail, santé, scolarisation, transport). Les contre-exemples cités ici montrent que des marges de manœuvre existent, même dans des hôtels éloignés.
- Le respect par les hôtels des normes de propreté, de salubrité, de surfaces...
- La mise à disposition d'équipements individuels ou collectifs permettant de subvenir à des besoins primaires (cuisine, réfrigérateurs...).
- Les droits des personnes à pouvoir circuler librement dans les établissements (notamment par l'utilisation des parties communes aménagées), à disposer de bonnes conditions d'hygiène, à recevoir qui ils souhaitent...
- Les droits des femmes, notamment des femmes violentées, à être protégées des agressions sexistes, celles de leur (ex)conjoint, mais aussi, nous l'avons vu, des personnels.

- Les droits des enfants à pouvoir se réunir, jouer, faire des études, ne pas subir de violences des personnels.
  - La formation et la rémunération des personnels
- Peut-être que ces conditions pourraient constituer une amorce de cahier des charges à respecter pour être éligible à l'accueil d'urgence. L'hôtellerie sociale semble lucrative, il semble donc légitime qu'elle respecte un certain nombre de règles comme certains hôtels le font déjà.

**Le rôle de l'Observatoire est d'analyser, de pointer les déficits de droits ou leur absence, de faire état des vécus et ressentis des ménages et personnels concernés. Ce sont les associations qui doivent, en lien avec les hôteliers, proposer des mesures concrètes que pourrait contenir un cahier des charges servant de complément aux conventions d'hébergements.**

Le rôle des associations, sur la base des constats réalisés avec les chercheur.e.s est aussi d'ouvrir des procédures de contentieux. Nous invitons donc les associations concernées à étudier les recours possibles devant les juridictions adéquates.



**Exposition « 115 - Cinquante hôtels à Toulouse, une forme méconnue du mal logement »** présentée à La Fabrique (Université Jean-Jaurès) du 24 Octobre au 09 Décembre 2022.

Suite à cette exposition initiale, deux déclinaisons sont disponibles :

- Une exposition plus centrée sur les rapports entre arts, militantisme et photographie qui sera diffusée dans les galeries d'art...
- Une exposition itinérante plus pédagogique disponible pour les associations, lieux militants et autres
- Ces expositions seront disponibles en 2023



## Toulouse en Libertés : une 12<sup>ème</sup> édition enfin normale.

Après une édition 2020 contrariée par les mesures sanitaires et que nous avons tenue à la Bourse du Travail, une édition 2021 maintes fois repoussée et finalement perturbée par un déplacement du Premier ministre (quartier bouclé et Prairie des filtres inaccessible), l'édition 2022 ne pouvait être que meilleure. Le 12<sup>ème</sup> rendez-vous annuel de la section avec les Toulousain-e-s espérait un retour à des conditions normales pour s'inscrire à nouveau dans le paysage local comme un moment de citoyenneté et de convivialité, qui permet de faire connaître les actions locales de la LDH.

Après quelques reports et négociations, le rendez-vous était pris : **samedi 11 juin au Square Charles de Gaulle.**



Une équipe d'étudiant-e-s en IUT *Information & communication*, avec le soutien de nos deux « services civiques », Adriane Delabie et Oriane de Michel, avait participé au montage du projet, du programme et de la communication.

L'événement bénéficie du soutien de la Mairie de Toulouse (4220€), du Conseil départemental (2500€) et du Conseil régional (1000€). On a retrouvé notre chapiteau central, avec nos supports visuels, une animation jazz (*The Boogalooz*) sur toute la journée, la buvette, un Food-truck...

La journée était placée sous le parrainage de **Sylvie Chamvoux-Maître**, Directrice de la Fondation Abbé Pierre Occitanie. Nos partenaires habituels étaient toujours présents : *Librairie de la Renaissance*, *Amnesty International*, *RESF*...

Toulouse en Libertés a débuté à 10h par l'ouverture de la Présidente et une première table ronde : **L'habitat indigne à Toulouse : un observatoire**

(Avec des associations participant à l'OHI (Cercles des voisins...), chercheur-e-s universitaires, militants OHI, photographes).



TEL 2022 – Débat : L'habitat indigne à Toulouse : un observatoire

L'après-midi a été consacrée à deux autres tables rondes, la musique *The Boogalooz* et la danse d'**ILENGOU Lycène Nyudil**.

- **Faut-il une 3<sup>ème</sup> prison dans le Muretain ?** Avec Gabriel MOUESCA, directeur et fondateur de la ferme Emmaüs Baudonne.
- **Strike sur les Libertés Fondamentales**, animée par Pascal Nakache avec les partenaires présents.

Ce retour sur le Square Charles de Gaulle était très attendu et la journée, malgré la chaleur, a été réussie du point de vue technique. L'expérience accumulée depuis toutes les années permet de faire face aux imprévus tels qu'une obstruction policière au moment du montage, des déficits de communication entre services municipaux, etc. En revanche, deux points sont à soulever. D'abord, la baisse régulière observée de l'engagement des ligueurs et ligueuses a connu, cette année, un point critique. La section ne peut plus assurer, à elle seule, la présence nécessaire sur le site et nous avons dû compter sur la bonne volonté de nos partenaires et invité-e-s. Ensuite, si le Square Charles de Gaulle est un lieu de passage, c'est surtout pour faire des achats en centre-ville et on a du mal à fixer les passants. On peut toujours se consoler en notant que nos visuels sont attractifs et inévitables et que la musique fixe des spectateurs, il n'en demeure pas moins que les chaises restent assez vides.

Nous proposerons donc une nouvelle formule et un nouveau lieu pour la 13<sup>ème</sup> édition, et TEL 2023 devrait se tenir le **samedi 17 juin 2023 aux allées Jules Guesde**.

# Calendrier 2022

<b>JANVIER</b>		
Mercredi	05/01/2022	Bureau
Jeudi	06/01/2022	Coordination Prison Muret, Observatoire Habitat Indigne
Samedi	08/01/2022	Tractage Prison à Muret
Mardi	11/01/2022	Groupe droits et environnement - Réunion Collectif du 20 juin TEL 2022
Mercredi	12/01/2022	Bureau - Rassemblement contre la 3ème Prison à Muret
Samedi	15/01/2022	GT national Prison
Mardi	18/01/2022	Réunion Resf 31
Mercredi	19/01/2022	Bureau - Rassemblement Resf 31 -
Jeudi	20/01/2022	Radio Canal Sud émission "Bruits de tôles" contre la 3ème prison à Muret, Observatoire Habitat Indigne
Vendredi	21/01/2022	
Samedi	22/01/2022	Conférence de Jean Louis BIANCO "La laïcité : un espace de liberté ou de contrôle ?" LDH - LP31
Jeudi	27/01/2022	Coordination Prison Muret
Vendredi	28/01/2022	Observatoire Habitat Indigne
Samedi	29/01/2022	Assemblée générale des sections Midi-Pyrénées
<b>FEVRIER</b>		
Mercredi	02/02/2022	Bureau
Jeudi	03/02/2022	Observatoire Habitat Indigne - Rassemblement Resf 31
Lundi	07/02/2022	TEL 2022
Mardi	08/02/2022	Réunion Collectif Enfance 31

Mercredi	09/02/2022	Bureau - Rassemblement Resf 31 - Réunion CQFD
Jeudi	10/02/2022	Coordination Prison Muret
Vendredi	11/02/2022	GT OIP Pour un accès internet en Prison
Lundi	14/02/2022	EGM31
Mardi	15/02/2022	Ciné-débat "Ai je le droit d'avoir des droits" de Catherine Rechar au Cosmograph Réunion Collectif du 20 juin
Mercredi	16/02/2022	Bureau - Réunion de Section "Où en sommes-nous des libertés associatives ?" avec Benjamin Sourice (Vox Public et Observatoire des libertés associatives) - Rassemblement RESF
Samedi	19/02/2022	GT National Prison - Visite site projet construction Prison à Muret
Lundi	21/02/2022	TEL 2022
Mercredi	23/02/2022	Bureau
Lundi	28/02/2022	Observatoire Habitat Indigne
<b>MARS</b>		
Mercredi	02/03/2022	Réunion régionale LDH
Lundi	07/03/2022	Réunion nationale en visio CQFD, Observatoire Habitat Indigne
Mardi	08/03/2022	Réunion RESF
Mercredi	09/03/2022	GT OIP Pour un accès internet en Prison - Bureau - Rassemblement RESF Préfecture 31
Samedi	12/03/2022	Marche Look Up, pour le climat, la justice sociale et la paix
Lundi	14/03/2022	EGM31
Mardi	15/03/2022	TEL 2022
Mercredi	16/03/2022	Bureau
Jeudi	17/03/2022	Réunion publique Enfance 31
Vendredi	18/03/2022	GT action phare

Samedi	19/03/2022	Rassemblement "10 ans après, contre l'antisémitisme et tous les racismes" - Ciné-bistrot RESF à l'Utopia Tournefeuille autour du film "La brigade", sur les MNA
Mercredi	23/03/2022	Bureau - Réunion de section "L'action non violente et de désobéissance civile reste-t-elle la seule manière d'être entendu.e ?"
Jeudi	24/03/2022	Coordination Prison Muret
Samedi	26/03/2022	GT national Prison / marche quartier des Pradettes
Lundi	28/03/2022	EGM31
Mardi	29/03/2022	Observatoire Habitat Indigne
Mercredi	30/03/2022	Section trésorerie
Jeudi	31/03/2022	Rassemblement Resf 31
<b>AVRIL</b>		
Lundi	04/04/2022	Ciné-débat "Média Crash" LDH Arié Alimi - Réunion régionale en visio
Mercredi	06/04/2022	Bureau
Jeudi	07/04/2022	Rassemblement Resf 31
Mardi	12/04/2022	Observatoire Habitat Indigne
Mercredi	13/04/2022	Bureau
Jeudi	14/04/2022	Proposition contenu de formation des personnels socio éducatifs de l'ASEM "droits des habitants, discriminations, atteintes aux libertés" dans les quartiers populaires
Samedi	16/04/2022	Un Mur Dans le Réel expression libre Prison Muret
Mardi	19/04/2022	Réunion publique Enfance 31
Mercredi	20/04/2022	Bureau - Réunion de section Renouveau des membres du Comité Central, nos perspectives et possibilités d'action après l'élection présidentielle
Jeudi	21/04/2022	Coordination Prison Muret
Samedi	23/04/2022	Réunion GT Prison et ANVP
Lundi	25/04/2022	EGM31

Mercredi	27/04/2022	Bureau
Jeudi	28/04/2022	GT OIP Pour un accès internet en Prison
Vendredi	29/04/2022	GT action phare, Observatoire Habitat Indigne
<b>MAI</b>		
Mardi	03/05/2022	Observatoire Habitat Indigne
Mercredi	04/05/2022	Rassemblement RESF 31 Tribunal administratif
Mardi	10/05/2022	Observatoire Habitat Indigne
Mercredi	11/05/2022	Bureau, Observatoire Habitat Indigne
Jeudi	12/05/2022	Rencontre Mission Egalité TEL 2022
Vendredi	13/05/2022	Réunion GLCP groupe local concertation Prison JNP - GT action phare
Lundi	16/05/2022	Ciné-débat Le Cratère "L'emprise du silence". 1ère séquence en visio du cycle de formation "Accès aux droits dans les quartiers populaires". Intervenante: Marie-Christine Jaillot - géographe - chercheuse spécialiste de la ville - vice-présidente (recherche) de l'université Toulouse-Jean Jaurès, Observatoire Habitat Indigne.
Mercredi	18/05/2022	Bureau - Réunion de section Rapport moral LDH présentation et échanges Résolution environnement
Jeudi	19/05/2022	Réunion Enfance 31
Jeudi	26/05/2022	GT national Prison
Lundi	30/05/2022	Observatoire Habitat Indigne TEL 2022 - Visio Région LDH
<b>JUIN</b>		
Mercredi	01/06/2022	Bureau
Jeudi	02/06/2022	Réunion Enfance 31
Samedi	04/06/2022	Congrès LDH
Dimanche	05/06/2022	Congrès LDH
Lundi	06/06/2022	Congrès LDH
Mardi	07/06/2022	Préparation exposition lutte contre les discriminations Ramonville
Mercredi	08/06/2022	Bureau préparatifs TEL 2022
Jeudi	09/06/2022	Observatoire Habitat Indigne
Samedi	11/06/2022	Toulouse En Libertés

Lundi	13/06/2022	EGM31
Mardi	14/06/2022	Observatoire Habitat Indigne
Lundi	20/06/2022	Journée mondiale des réfugiés
Mardi	21/06/2022	Observatoire Habitat Indigne
Mercredi	22/06/2022	Bureau
Jeudi	23/06/2022	AG fédération LDH31
Samedi	25/06/2022	Gt national Prison - Congrès RomEurope
Dimanche	26/06/2022	Congrès RomEurope
Lundi	27/06/2022	Coordination Prison Muret
Mardi	28/06/2022	Prise de parole au vernissage d'affiches "lutte contre les discriminations" Mairie de Ramonville Saint-Agne
Mercredi	29/06/2022	Bureau. Animation Ciné débat Lutte contre les discriminations Ramonville saint Agne
<b>JUILLET</b>		
Samedi	02/07/2022	Ciné-débat l'Oustal "La fabrique des pandémies" à Auterive
Mardi	05/07/2022	Pique-nique RESF
Mercredi	06/07/2022	Réunion de Section Auberge espagnole Prairie des filtres
Samedi	09/07/2022	GT national Prison
Mardi	19/07/2022	Réunion "Vie de la section"
Mercredi	27/07/2022	Calendrier et thématiques des réunions de section
<b>AOUT</b>		
Mercredi	31/08/2022	Entretien Maire de Muret Pojet de construction Prison à Muret - Bureau de rentrée
<b>SEPTEMBRE</b>		
Jeudi	01/09/2022	Observatoire Habitat Indigne
Vendredi	02/09/2022	GT OIP Pour un accès internet en Prison
Lundi	05/09/2022	Observatoire Habitat Indigne
Mardi	06/09/2022	Réunion Groupe Local Concertation Prison préparation Journées Nationales Prison, Observatoire Habitat Indigne

Mercredi	07/09/2022	Entretien élu Député circonscription Muret Projet de construction Prison à Muret - Bureau
Jeudi	08/09/2022	Réunion travail social
Samedi	10/09/2022	GT national Prison
Lundi	12/09/2022	visio Région LDH
Mercredi	14/09/2022	Observatoire Habitat Indigne
Vendredi	16/09/2022	GT OIP Pour un accès internet en Prison
Mardi	20/09/2022	Observatoire Habitat Indigne
Mercredi	21/09/2022	Réunion publique LDH UPT SAF "La fabrique des jugements" Arnaud Philippe
Samedi	24/09/2022	GT Logement
Lundi	26/09/2022	Réunion -débat "La sécurité" - Mirail-Toulouse
Mardi	27/09/2022	Coordination Prison Muret, Observatoire Habitat Indigne
Mercredi	28/09/2022	Réunion collectifs en lutte contre projets nuisibles et imposés
Vendredi	30/09/2022	Ciné-débat à Bressols "La fabrique des pandémies"
<b>OCTOBRE</b>		
Samedi	01/10/2022	OPP
Lundi	03/10/2022	Réunion publique PPVE projet construction Prison à Muret, EGM31
Mercredi	05/10/2022	Bureau - Réunion de Section tour d'horizon sur la situation toulousaine et nos actions à venir
Jeudi	06/10/2022	GT OIP Pour un accès internet en Prison
Vendredi	07/10/2022	Journées d'étude "Surpopulation carcérale" Manufacture des tabacs
Dimanche	09/10/2022	RESF 31- Journée "La migration en Europe"
Mercredi	12/10/2022	Bureau
Mercredi	19/10/2022	TEL 2023
Jeudi	20/10/2022	Rencontre Président du CD31 Projet de construction d'un 3ème établissement pénitentiaire à Muret



Samedi	22/10/2022	Prise de Parole en soutien aux habitants de Reynerie et Bellefontaine contre la destruction des immeubles Candilis
Lundi	24/10/2022	Vernissage exposition Observatoire de l'habitat indigne OHI à la Fabrique
Mardi	25/10/2022	Conférence de presse et Réunion publique Rapport de l'Observatoire de l'habitat indigne à la Bourse du travail
Mercredi	26/10/2022	Bureau - Ciné-débat "140 km à l'ouest du Paradis " de Céline Rouzet au Cratère
Samedi	29/10/2022	Sivens "Hommage à Rémi Fraise"
<b>NOVEMBRE</b>		
Jeudi	03/11/2022	Co signature lettre ouverte à présidente CNDP: déni démocratique concertation incinérateur du Mirail
Samedi	05/11/2022	GT national Prison
Lundi	07/11/2022	EGM31 Réunion Toulouse en Liberté 2023
Mardi	08/11/2022	GLCP réunion préparation Journées Nationales Prison
Mercredi	09/11/2022	Bureau - Réunion Resf 31
Lundi	14/11/2022	Réunion régionale en visio
Mercredi	16/11/2022	Bureau - Réunion de Section Big data, Big Brother ? Le data, c'est quoi ? Mais que deviennent nos données numériques ? Que sait-on de nous et que laissons-nous savoir via réseaux sociaux et pratiques des GAFAs ? Droits, libertés, démocratie ... quels impacts ? quelles évolutions ? quel contrôle des citoyennes et des citoyens ? Débat introduit par Philippe Markowski, membre du groupe de travail de la LDH « Libertés et technologies de l'information et de la communication ».
Jeudi	17/11/2022	Observatoire Habitat Indigne
Samedi	19/11/2022	Formation régionale : Le logement et OHI
Lundi	21/11/2022	Intervention réu publique concertation devenir incinérateur Mirail
Mardi	22/11/2022	Journées Nationales Prison, réunion publique " Le tout carcéral"

Mercredi	23/11/2022	Bureau - Réunion collectifs en lutte contre projets nuisibles et imposés - Réunion publique à Muret contre la construction de la prison
Jeudi	24/11/2022	Journées Nationales Prison, Ciné-débat "Des Hommes" à l'Utopia Tournefeuille
Lundi	28/11/2022	EGM31
Mercredi	30/11/2022	Bureau
<b>DECEMBRE</b>		
Vendredi	02/12/2022	Participation aux rencontres régionales ANVP Occitanie
Samedi	03/12/2022	Participation aux rencontres régionales ANVP Occitanie
Mercredi	07/12/2022	Assemblée Générale Section LDH Toulouse